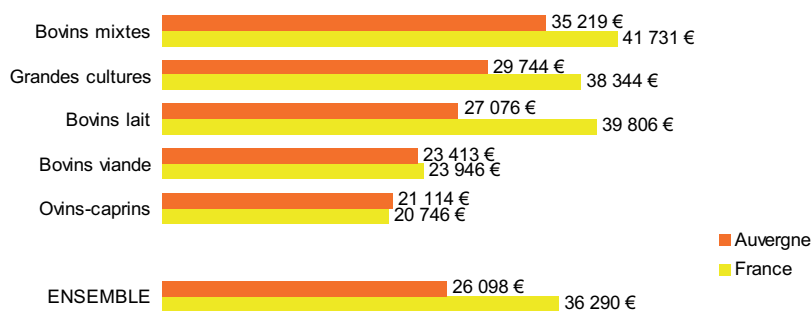


Revenu agricole 2013 : une baisse variable selon les productions

Alors que, depuis 2009, le revenu des céréaliers auvergnats était en progression constante, 2013 marque un coup d'arrêt brutal dans un contexte de baisse des prix et de charges encore en hausse. L'élevage connaît des évolutions contrastées ; le revenu des éleveurs laitiers se redresse, le revenu des producteurs de viande bovine ou ovine reste encore faible.

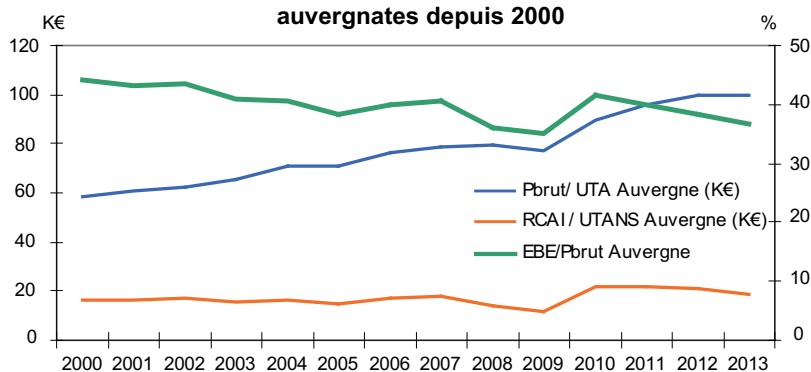
En 2013, toutes orientations économiques (OTEX), le Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) s'élève en moyenne à 26 100 € en Auvergne. Ce résultat est inférieur de 20 % par rapport à celui obtenu au niveau de la France métropolitaine. En Auvergne, près de 30 % des exploitants disposent d'un revenu inférieur à 10 000 € contre seulement 15 % sur l'exercice précédent. A échantillon et orientation constants, 57 % des exploitations auvergnates enregistrent une baisse du RCAI par Unité de Travail Agricole Non Salariée (UTANS) par rapport à 2012 contre 65 % au niveau de la métropole française. Ce constat touche principalement les OTEX bovins viande et grandes cultures. Comparées à l'exercice précédent, certaines productions connaissent une évolution positive notamment la production laitière (+ 17 %). En revanche, la situation se dégrade en élevage allaitant (- 12 %) et en OTEX grandes cultures où la baisse du RCAI atteint plus de 45 % en raison principalement de la chute des prix de vente des productions.

Comparaison Auvergne-France métropolitaine du RCAI en 2013 par exploitation et par otex (échantillon complet)



Source : Agreste - RICA 2013

Performance économique des exploitations auvergnates depuis 2000



Source : Agreste - RICA 2013

Un produit brut en progression

Depuis 2000, le produit brut annuel des exploitations agricoles auvergnates augmente régulièrement. Il est en hausse annuelle de 4 % depuis 2010. Néanmoins, leur performance économique, mesurée par le ratio Excédent Brut d'Exploitation

Avertissement

Les données présentées ici, notamment dans le tableau chiffré « moyennes par exploitation selon les systèmes de production en 2013 » de la dernière page, sont des valeurs moyennes par exploitation calculées sur l'échantillon complet du RICA Auvergne de 360 exploitations. Les évolutions 2013/2012 sont en revanche réalisées sur un échantillon constant d'exploitations, c'est-à-dire des unités présentes les deux années (336 exploitations en Auvergne, 6 713 en France métropolitaine). Elles sont exprimées en valeur courante, c'est-à-dire sans déduction de l'érosion monétaire.

(EBE)/Produit Brut (PB), se replie depuis 2010 en raison du poids croissant des charges. Le RCAI par UTANS reste stable depuis trois ans, l'augmentation de la production étant absorbée par la hausse des charges.

Des charges d'approvisionnement encore en hausse

Avec une moyenne de 505 €/ha en Auvergne, les charges d'approvisionnement ont progressé de 1 % par rapport à l'exercice précédent qui avait connu une hausse plus significative en 2012 (+ 8 % par rapport à 2011). Globalement, cette augmentation a été plus marquée au niveau national, (+ 4 % par rapport à 2012), notamment sur les charges de fertilisation et de semences. Le poste alimentation animale, qui représente 44 % du total des dépenses, pénalise le plus le revenu des éleveurs auvergnats (36 % pour la ferme France). Ramené à l'unité de bétail (UGB), le coût alimentaire est stable à 238 €. Les charges en produits phytosanitaires ont augmenté de 8 %, en raison des conditions climatiques humides du printemps.

Un niveau des autres charges plus faible qu'en France

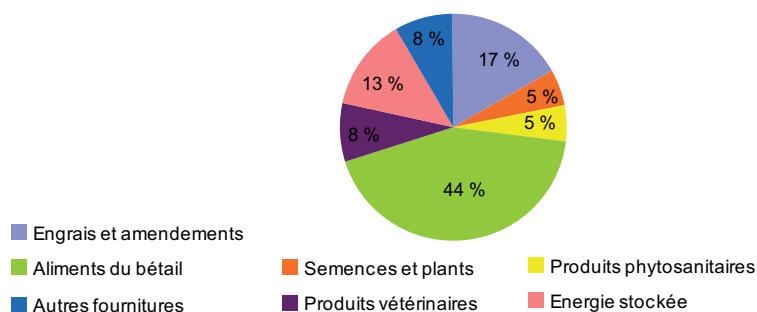
Dans la catégorie « achats et autres charges externes », les travaux réalisés par des entreprises extérieures, représentent plus de 20 % du total en Auvergne. L'entretien du matériel et les assurances regroupent les deux autres postes les plus importants.

Le fermage connaît une progression similaire en Auvergne et en France métropolitaine (+ 3 %), mais le coût à l'hectare est 2 fois plus élevé au niveau national.

Définition

Charges d'exploitation = charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation y compris impôts et taxes, charges de personnel salarié et dotation aux amortissements.

Répartition des charges d'approvisionnement en Auvergne toutes OTEX



Source : Agreste - RICA 2013

Evolution des charges d'approvisionnement en Auvergne par OTEX 2013/2012

	Grandes Cultures		Bovins lait		Bovins viande		Autres herbivores		Auvergne toutes OTEX		
	Valeur	évol n-1 %	Valeur	évol n-1 %	Valeur	évol n-1 %	Valeur	évol n-1 %	Valeur	Valeur	évol n-1 %
Engrais et amendements €/ha	235	+ 3 %	86	+ 5 %	56	0 %	30	- 28 %	85	-	- 1 %
Semences et plants €/ha	86	- 1 %	26	0 %	12	+ 8 %	7	- 7 %	25	-	+ 4 %
Produits phytosanitaires €/ha	127	+ 7 %	16	+ 6 %	9	+ 12 %	6	- 20 %	28	-	+ 8 %
Aliments du bétail €/UGB	9	+ 23 %	388	+ 2 %	131	+ 1 %	212	+ 1 %	-	238	+ 1 %
Produits vétérinaires €/UGB	2	+ 11 %	65	0 %	38	- 3 %	37	+ 13 %	-	48	- 2 %
Energie stockée €/ha	88	- 1 %	75	+ 1 %	55	0 %	47	- 2 %	68	-	+ 1 %
Autres fournitures €/ha	6	+ 22 %	64	+ 4 %	41	- 9 %	32	+ 5 %	42	-	- 3 %
Total charges d'approv €/ha	553	+ 3 %	684	+ 3 %	356	- 1 %	439	- 1 %	505	560	+ 1 %

- : sans objet

Source : Agreste - RICA 2013

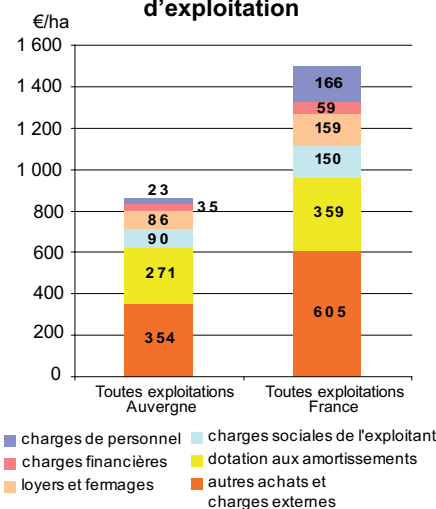
Les charges financières, correspondant aux intérêts des emprunts sous-crits, sont en hausse de 3 % localement alors qu'elles sont en recul de 3 % en métropole.

Bien qu'elles ne soient pas intégrées dans le calcul du RCAI, les charges sociales de l'exploitant sont en forte progression. En Auvergne, ces cotisations ont connu un bond de 10 % (15 % en métropole) conséquence des bons résultats obtenus lors des trois campagnes précédentes.

La dotation aux amortissements progresse de 4 %. Sur une période de 10 ans, les investissements, notamment en matériel, augmentent. En revanche la construction de bâtiments ralentit depuis 2010 contrairement à la tendance nationale.

Au final, avec un montant moyen de près de 850 €/ha, les charges de

Les autres principales charges d'exploitation



Source : Agreste - RICA 2013

structure en Auvergne restent inférieures de 650 € à la moyenne nationale.

Un endettement toujours modéré

Ramené à l'unité de surface, le total des dettes pour une exploitation auvergnate s'élève à 1 259 € par ha de SAU, soit 805 €/ha de moins qu'au niveau national. La dette est majoritairement constituée par des emprunts à long et moyen termes (75 % en Auvergne contre 65 % en France métropolitaine) nécessaires pour financer les investissements. Le recours à des prêts à court terme, essentiellement sous forme de dettes auprès des fournisseurs, a progressé pour les élevages bovins viande locaux, contrairement à l'orientation grandes cultures. Au niveau national, la tendance est à la hausse pour toutes les productions avec une progression moyenne de 3 %.

En Auvergne, la mobilisation de capitaux pour l'activité agricole est supérieure à la moyenne nationale. Toutefois, le taux d'endettement moyen des exploitations reste stable sur les derniers exercices (32 % contre 41 % en France métropolitaine).

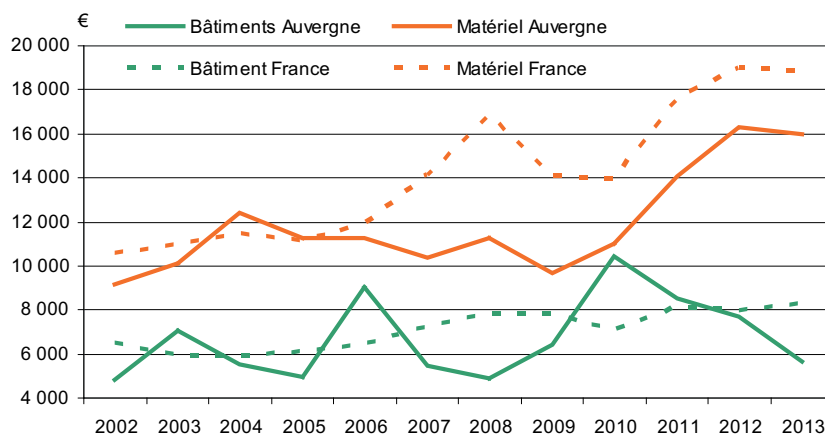
Le poids de l'endettement reprend le rapport entre les remboursements des annuités d'emprunts long et moyen termes et l'EBE (après déduction des charges sociales de l'exploitant). Ce ratio s'est fortement dégradé entre les deux derniers exercices (il passe de 40 à 46 % en Auvergne), sous l'effet combiné de l'augmentation des cotisations sociales et du repli de l'EBE. Cette augmentation est encore plus forte au niveau national où le ratio passe de 40 % à 54 %.

Une capacité d'autofinancement en baisse

La capacité d'autofinancement d'une exploitation permet de financer les prélèvements privés de l'exploitant et la part de ses investissements en autofinancement. Cet indicateur se dégrade de 30 % en Auvergne et de 16 % en France métropolitaine, suite logique du recul de l'EBE et de la légère progression des amortissements.

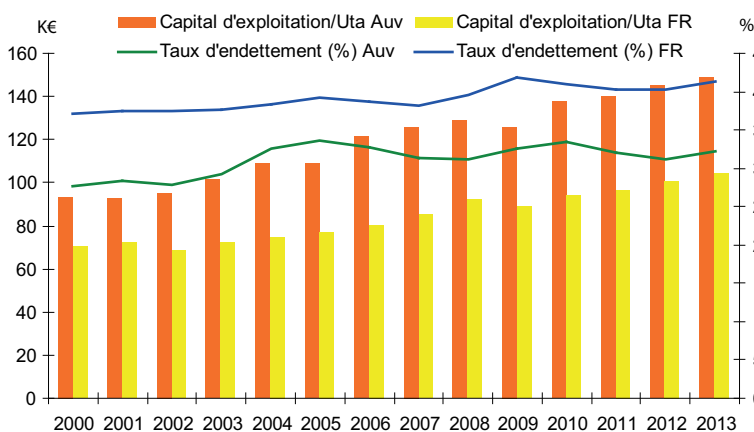
Cette baisse des ressources financières incite l'exploitant à réduire ses prélèvements privés, pourtant nécessaires pour régler ses charges

Évolution des investissements (hors cheptel)



Source : Agreste - RICA 2013

Structure financière des exploitations agricoles



Source : Agreste - RICA 2013

Endettement moyen par exploitation en 2013 (en €)

OTEX	Total dettes	Evolution 2013/2012	Total dettes 2013/ha SAU en €/ha	Dettes à long et moyen termes	Dettes à court terme	
					Dettes CT	Dont fournisseurs
Grandes Cultures	114 613	12 %	1 046	69 475	45 138	38 045
Bovins lait	113 468	1 %	1 589	87 006	26 462	20 292
Bovins viande	106 924	4 %	1 024	83 585	23 339	16 898
Bovins mixtes	128 547	- 2 %	1 237	92 513	36 034	28 000
Autres herbivores	82 310	- 2 %	941	57 769	24 541	18 846
Auvergne	121 322	3 %	1 259	90 751	30 572	23 672
France	181 172	3 %	2 064	116 849	64 324	47 709

Source : Agreste - RICA 2013

socials et rémunérer son travail. Les charges sociales étant en hausse (10 % entre les deux derniers exercices), c'est donc la rémunération du travail de l'agriculteur qui s'est dégradée en 2013.

Des subventions d'exploitation élevées et vitales

En 2013, le montant moyen des subventions pour une exploitation auvergnate s'élève à 39 300 €. Ce chiffre est en recul de près de 5 % par rapport à 2012 (3 % pour la France métropolitaine). Le poids des subventions dans le RCAI demeure très important en Auvergne et la plupart des orientations auraient un revenu négatif sans elles. En métropole, la part des subventions est moins élevée et leur répartition est différente avec une forte proportion consacrée aux droits à paiement unique (DPU). Le versement des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et la part importante du cheptel allaitant auvergnat expliquent l'écart des aides par rapport au niveau national (405 €/ha en Auvergne contre 350 €/ha en métropole). Le poids des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune est proche de 30 % contre seulement 12 % dans l'hexagone.

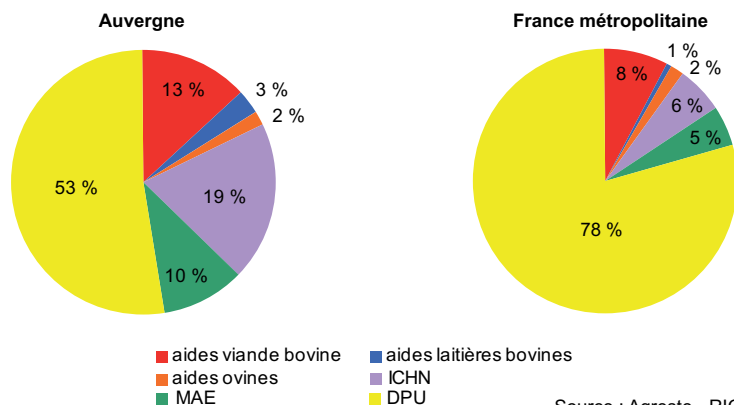
Grandes cultures : un revenu en net recul

Le RCAI des exploitations auvergnates de grandes cultures s'élève à 30 000 € en 2013, en recul de plus de 45 % par rapport à l'année 2012 (50 % en France métropolitaine). Plus des trois quarts des exploitations ont vu leurs résultats reculer et 15 % d'entre elles ont dégagé un revenu négatif. Avec des rendements stables, cette baisse est essentiellement due à la chute des prix moyens de vente des céréales, - 11 % pour le blé et - 12 % pour le maïs grain. Les cours des oléagineux dégringolent de près de 20 %. La volatilité des prix depuis 2007 s'accompagne d'une hausse continue des charges d'exploitation. Les charges d'approvisionnement

Définition

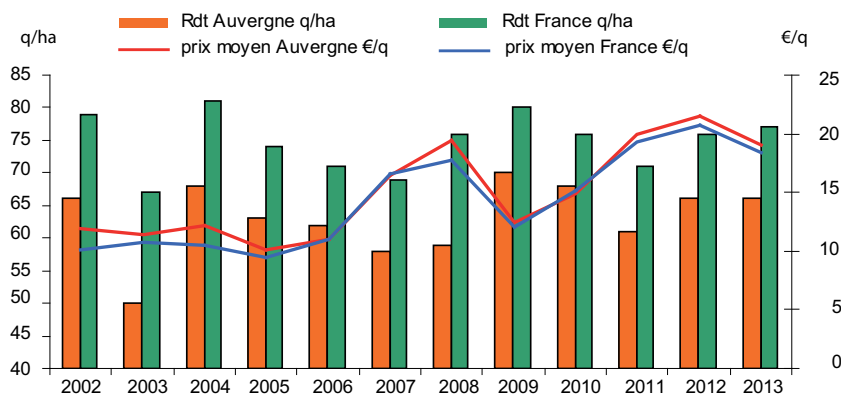
Subventions d'exploitation = droits à paiement unique (DPU) + aides aux productions animales et végétales + autres aides nationales et communautaires (ICHN, PHAE, ...) + aides locales et régionales.

Répartition des subventions d'exploitation 2013



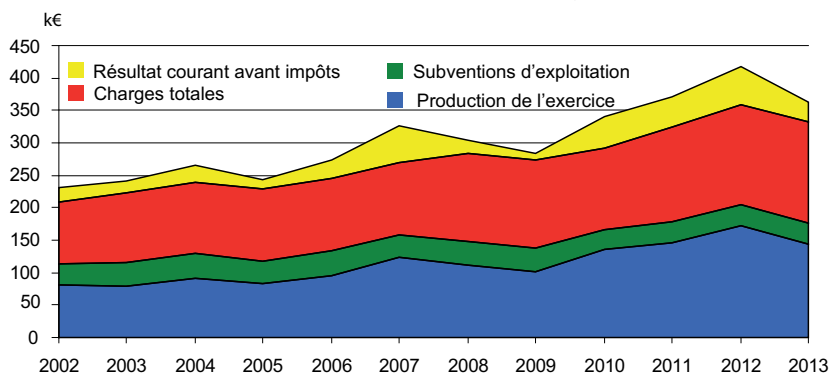
Source : Agreste - RICA 2013

Comparaison du rendement et du prix moyen du blé



Source : Agreste - RICA 2013

Évolution des principaux critères économiques OTEX Grandes cultures Auvergne



Source : Agreste - RICA 2013

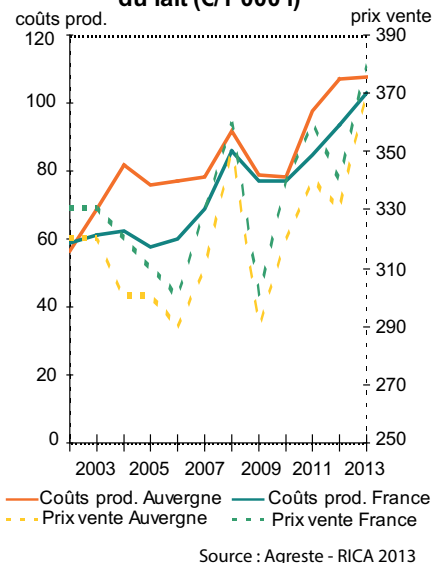
pénalisent le résultat final avec un coût moyen qui s'élève à près de 550 €/ha. Leur augmentation reste plus mesurée en Auvergne (+ 3 %) qu'au niveau national (+ 6 %). Le recours à l'utilisation de produits phytosanitaires a été plus fréquent en raison des conditions climatiques humides du printemps, ce qui se traduit par une progression du coût à l'ha de 7 %. Les coûts de fertilisation augmentent de 3 %, bien moins qu'au niveau national (+ 7 %).

Les frais d'assurances ont progressé de près de 9 % localement (6 % en France métropolitaine). Les travaux effectués par tiers représentent un coût de 90 €/ha et les charges d'entretien du matériel de 65 €/ha. En 2013, les subventions d'exploitation sont en repli de 1,3 %, baisse non négligeable au vu du poids primordial des aides dans la constitution du revenu des céréaliers (109 % en Auvergne contre 105 % en métropole).

Bovins lait : une reprise bienvenue

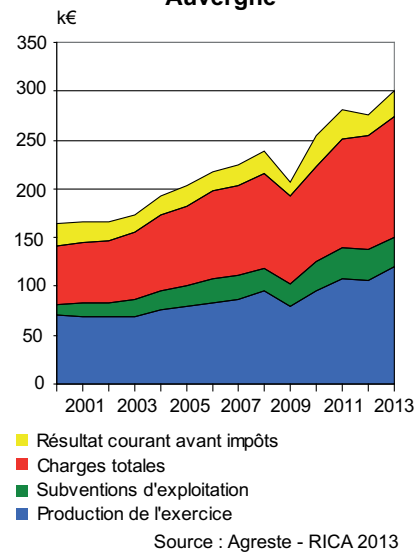
Le RCAI moyen des producteurs de lait auvergnats s'élève à 27 000 €. Il progresse de 17 % par rapport à l'exercice précédent, alors qu'il reste stable en métropole à 40 000 €. Ce bon résultat provient d'une augmentation de près de 9 % de la valeur de la production, elle-même favorisée par un prix moyen de vente qui progresse de plus de 12 % sur un an. La hausse est plus modérée au niveau national (9 %). Cependant, ce prix moyen (366 €/1 000 litres) reste toujours inférieur au prix national (374 €/1 000 litres) malgré une part importante de la production régionale en zone AOP. La production moyenne est de 245 000 litres par exploitation. Elle est inférieure de 35 % à la moyenne nationale (372 000 litres) et cet écart s'est accru de 10 points en une décennie. Le rendement laitier auvergnat est inférieur d'environ 1 000 litres par vache. Les charges opérationnelles progressent de 3 % par rapport à 2012,

Comparaison des coûts alimentaires de production et du prix de vente du lait (€/1 000 l)



le poste alimentation demeure de loin le plus important : 108 €/1 000 litres de lait produits contre 103 €/1 000 litres au niveau national. Le lait auvergnat est ainsi plus coûteux à produire (388 €/UGB contre 370 €/UGB).

Évolution des principaux critères économiques OTEX bovins lait Auvergne



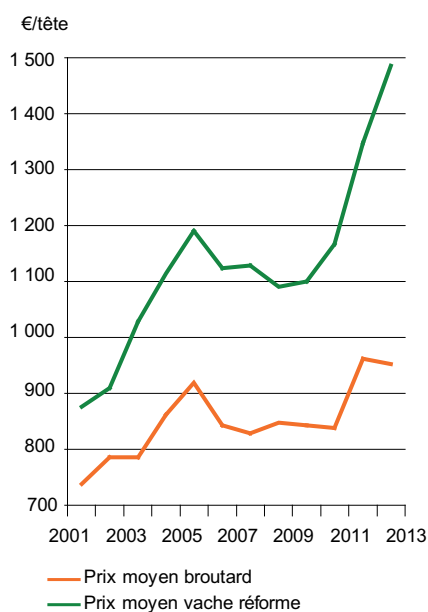
Cette activité contraignante et exigeante en travail dégage un revenu par UTANS à peine supérieur au SMIC. Les prochaines années s'annoncent incertaines, dans le contexte de suppression des quotas.

Bovins viande : parent pauvre des élevages bovins

Le RCAI des éleveurs allaitants s'élève en moyenne à 23 400 € et demeure en dernière place des résultats des éleveurs bovins. Un quart des éleveurs disposent d'un RCAI inférieur à 10 000 € et près de 70 % d'entre eux ont connu une baisse entre les deux derniers exercices. En Auvergne, il se replie de 12 % par rapport à 2012 et de 15 % en métropole.

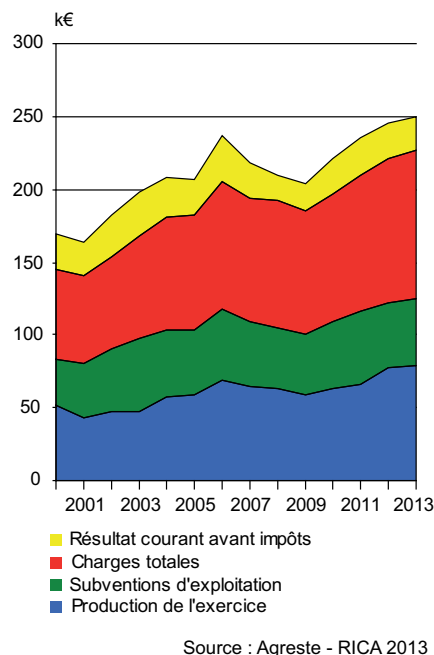
Le brouillard, principale production locale, est commercialisé à un prix moyen proche de celui de 2012. Les éleveurs ont moins réformé leur cheptel de souche pour optimiser leurs futures références PMTVA (effectif moyen supérieur de 3 vaches allaitantes). L'offre étant devenue inférieure à la demande, le prix moyen de vente des vaches de réforme est en progression de 10 %. Les subventions d'exploitation sont en recul de 3 % et leur part demeure prépondérante dans le revenu (400 €/UGB en Auvergne contre 365 €/UGB en métropole). Les

Évolution du prix de vente des animaux OTEX bovins viande en Auvergne



charges opérationnelles s'élèvent à 356 €/ha et sont stables par rapport à l'exercice précédent. Les charges alimentaires occupent le poste le plus important (40 %) avec

Évolution des principaux critères économiques OTEX bovins viande Auvergne



130 €/UGB. D'autres frais sont en augmentation importante comme l'entretien des bâtiments (+ 10 %) et les assurances (+ 5 %).

Bovins mixtes : un revenu stable grâce au lait

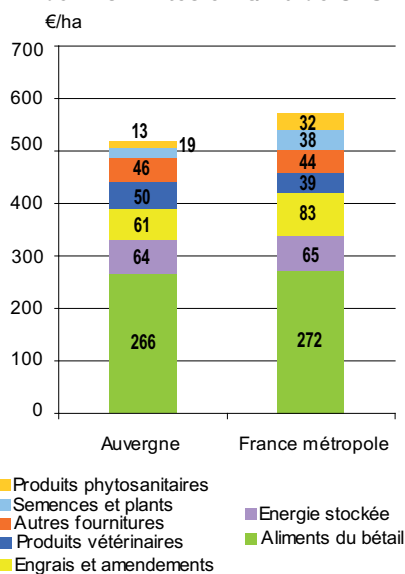
Le RCAI des éleveurs auvergnats s'élève en moyenne à 35 200 € en 2013. Près de 60 % des éleveurs de bovins mixtes dégagent un RCAI supérieur à celui de 2012 et seulement 3 % d'entre eux obtiennent un revenu négatif. Malgré une production de l'exercice en hausse de 6 %, le revenu de ces éleveurs reste stable en 2013 en raison d'une augmentation des charges (+ 2 %). Cette situation demeure néanmoins plus favorable qu'en métropole où ce type d'élevage enregistre une baisse de revenu de 10 %.

La structure des élevages auvergnats est différente de celle du cheptel bovin mixte français avec en moyenne douze vaches laitières en moins et un effectif total inférieur de 60 UGB.

Les charges opérationnelles, ramenées à l'UGB, sont inférieures de 55 €, avec des charges culturelles mieux maîtrisées.

Les subventions d'exploitation subissent une forte baisse entre les deux

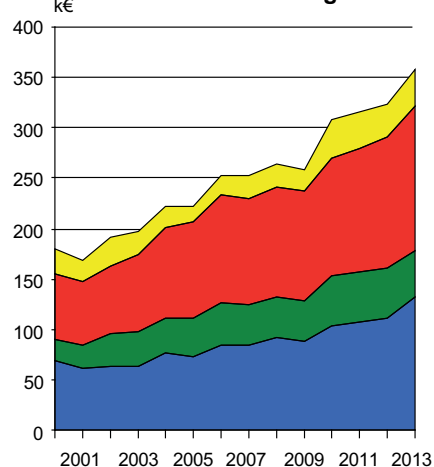
Comparaison des charges opérationnelles OTEX bovins mixtes en €/ha de SAU



Source : Agreste - RICA 2013

derniers exercices comptables : - 8 % en Auvergne contre - 3 % en métropole. Leur poids est plus important dans la région (436 €/ha de SAU contre 378 € en France) en raison de la proportion plus conséquente des aides du second pilier.

Évolution des principaux critères économiques OTEX bovins mixtes Auvergne



Source : Agreste - RICA 2013

Du fait de la combinaison de deux productions, les investissements en bâtiments sont plus conséquents que pour les autres orientations bovines (7 400 € en moyenne par exploitation mixte contre 3 100 € en bovins viande et 6 800 € en bovins lait).

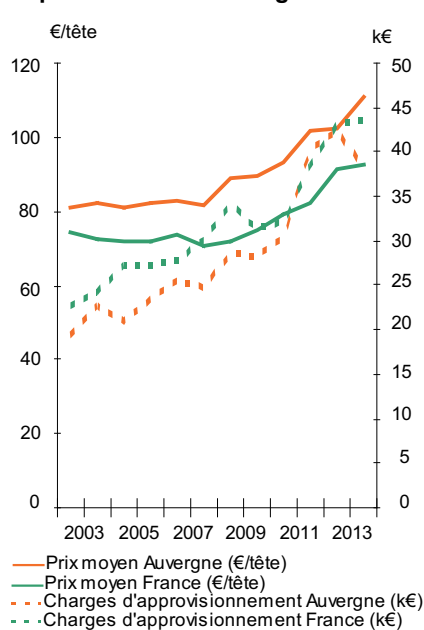
Ovins : les prix sauvent le revenu

Le RCAI des éleveurs auvergnats s'élève en moyenne à 21 100 € en 2013. Même si leur RCAI reste en dernière place des résultats régionaux, les éleveurs ovins limitent leur perte. En effet, le revenu baisse de 6 % par rapport à 2012, alors que la situation est plus difficile au niveau national (- 17 %). La valeur de la production augmente de 5 % grâce à une revalorisation sensible du prix moyen de vente des agneaux auvergnats (+ 8 %) alors que le prix moyen national reste stable.

Autre facteur favorable : les charges d'approvisionnement restent contenues, malgré une augmentation du poste « aliment ».

La situation financière reste très dépendante des subventions d'exploitation qui occupent une part essentielle dans la formation du RCAI (plus de 200 % en Auvergne). Ces aides ont baissé localement de 3 % par rapport à l'exercice précédent mais s'établissent encore à 490 €/ha ou 400 €/UGB. La situation

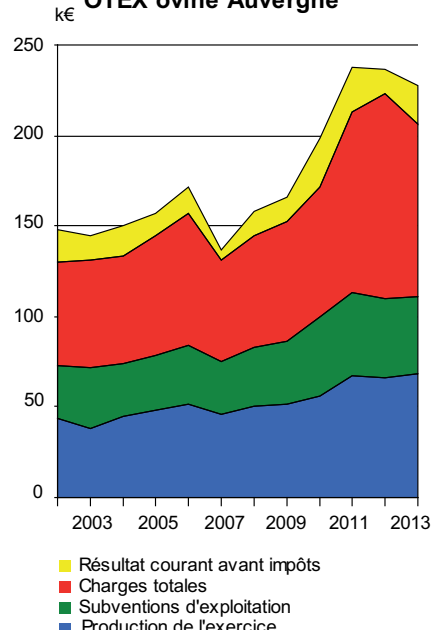
Comparaison du prix de vente des agneaux et des charges opérationnelles Auvergne-France



Source : Agreste - RICA 2013

économique des éleveurs auvergnats reste préoccupante : 11 % d'entre eux obtiennent un résultat négatif et plus d'un tiers dégagent un

Évolution des principaux critères économiques OTEX ovine Auvergne



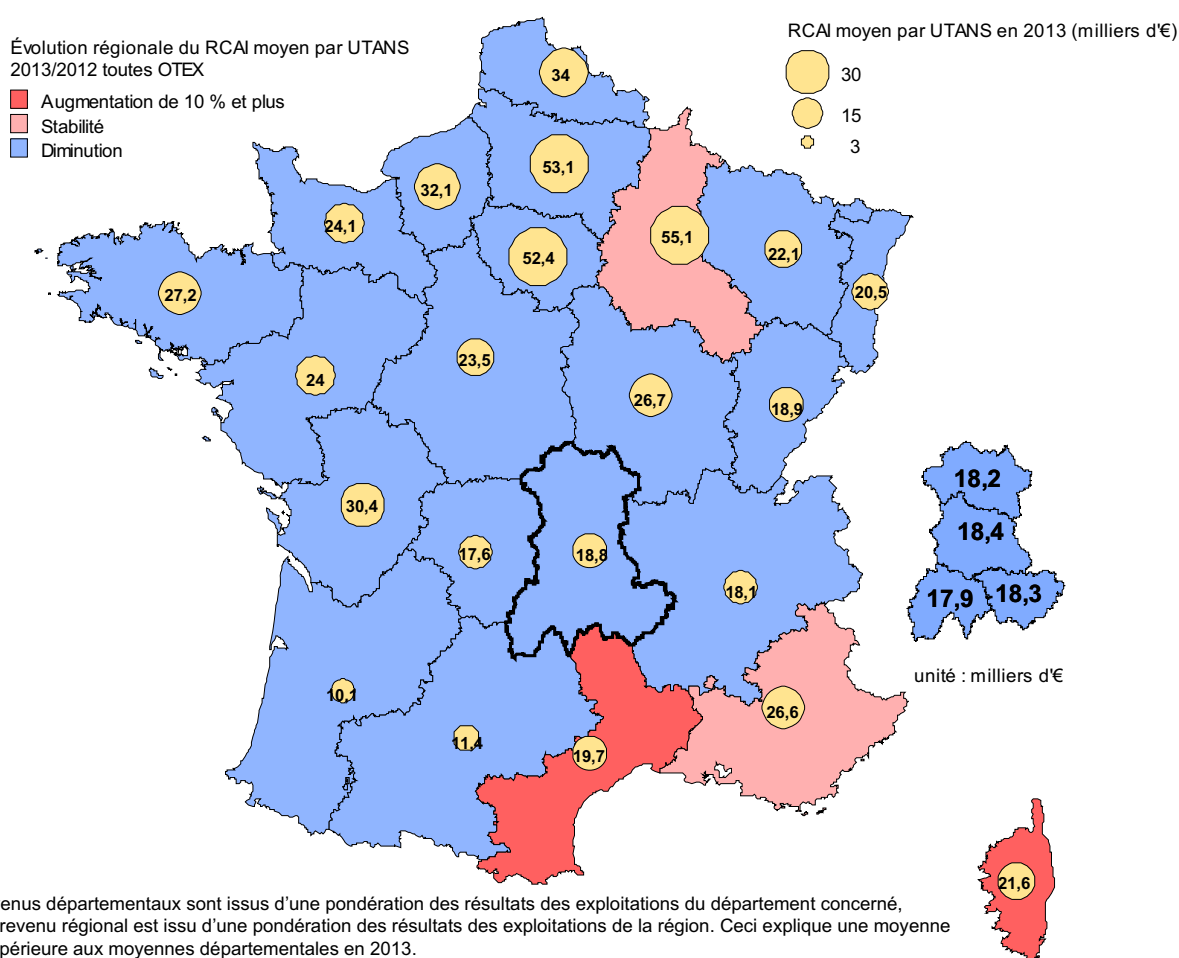
Source : Agreste - RICA 2013

revenu par UTANS inférieur à 10 000 €. ■

Place de l'Auvergne dans la France métropolitaine

Outre la disparité régionale du revenu agricole, cette carte montre la baisse significative des résultats dans la plupart des régions de l'hexagone. Hormis l'extrême sud-est et la Corse qui ont connu une progression grâce aux bons résultats en viticulture, les autres régions enregistrent une érosion du résultat en raison de la baisse du prix de vente des céréales et de l'augmentation des charges d'exploitation dans toutes les productions. En Auvergne, les résultats sont homogènes sur cet exercice. La région se classe au 18ème rang national, devant respectivement Rhône-Alpes et le Limousin. Le haut du classement est occupé par Champagne-Ardenne qui a pu profiter des bons résultats de son vignoble champenois et qui détrône l'Île-de-France, trop pénalisée par la chute du revenu de ses céréaliers.

Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) moyen par effectif non salarié en France et en Auvergne



NB : Les revenus départementaux sont issus d'une pondération des résultats des exploitations du département concerné, alors que le revenu régional est issu d'une pondération des résultats des exploitations de la région. Ceci explique une moyenne régionale supérieure aux moyennes départementales en 2013.

Source : Agreste - RICA 2013
Fonds : ©IGN

Le RICA ?

EUROPE : le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro-économique est réalisée auprès de 82 000 exploitations moyennes et grandes dans les 27 états membres de l'Union Européenne.

FRANCE : l'échantillon observé en 2013 (7 300 exploitations) représente 301 500 exploitations "moyennes et grandes".

AUVERGNE : l'échantillon de 360 exploitations en 2013 représente 14 000 exploitations et permet d'obtenir des résultats diffusables pour 5 systèmes de production.

Chaque exploitation a un coefficient de pondération qui tient compte de son OTEX, de sa taille et de sa région.

Moyennes par exploitation selon les systèmes de production en 2013

OTEX	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixtes	Autres herbivores	Toutes exploit. Auvergne	Toutes exploit. France métr.
Nombre d'exploitations							
observées	45	90	114	47	24	360	7 293
représentées	1 191	4 075	5 059	1 482	689	13 928	301 480
Caractéristiques physiques							
Superficie Agricole Utilisée (ha)	111,0	72,6	106,7	106,8	87,5	97,0	87,8
<i>dont SAU en fermage</i>	87,2	57,6	77,9	92,2	76,0	75,3	72,2
Animaux							
UGB (1) herbivore/ha de SFP (2)	-	1,05	1,16	1,13	1,38	1,13	1,36
Vaches laitières (têtes)	-	43,6	-	34,8	-	-	-
Vaches allaitantes (têtes)	-	-	67,1	34,2	-	-	-
Brebis-mères (têtes)	-	-	-	-	436,7	-	-
Nombre d'UTA (3) totales	1,48	1,56	1,30	1,78	1,52	1,51	2,08
<i>dont UTA (3) non salariée</i>	1,23	1,42	1,26	1,69	1,40	1,39	1,44
Éléments du bilan (€)							
Fonds de roulement net	114 817	58 351	77 944	90 300	42 926	76 759	118 508
Autofinancement	16 545	24 005	12 819	27 189	16 646	19 605	25 097
Actif immobilisé	224 628	256 221	286 825	322 259	159 954	275 370	260 781
Actif circulant	154 623	81 710	97 022	123 506	63 158	102 560	174 418
Capitaux propres	267 484	225 673	276 126	313 971	141 685	256 952	255 625
Endettement total	112 978	112 811	108 995	131 931	82 251	121 993	181 055
Taux d'endettement (4)	29,7 %	33,3 %	28,3 %	29,6 %	36,7 %	32,2 %	41,4 %
Soldes intermédiaires de gestion (€)							
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	143 305	119 872	79 401	131 647	68 443	109 425	203 007
+ rabais, remises, ristournes obtenus	197	47	24	15	17	61	437
- charges d'approvisionnement	61 403	49 628	37 994	57 372	38 452	48 941	80 599
- loyers et fermages	13 118	5 896	8 297	10 526	6 405	8 316	13 966
- autres achats et charges externes	41 993	34 317	29 246	38 195	23 422	34 318	53 126
= valeur ajoutée produite	26 988	30 078	3 888	25 568	181	17 912	55 753
+ remboursement forfaitaire TVA	0	0	0	0	38	0	0
+ subventions d'exploitation	32 331	29 996	44 882	46 582	42 837	39 315	30 579
+ indemnités assurances	7 878	871	1 286	619	522	1 684	2 417
- impôts et taxes	2 579	1 261	1 413	1 277	1 005	1 475	2 222
- charges de personnel	4 929	2 528	484	1 394	1 352	2 182	14 571
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	59 688	57 157	48 159	70 097	41 221	55 255	71 957
+ transferts de charges et autres	467	289	23	232	170	171	337
- dotation aux amortissements	29 832	27 312	21 904	31 871	17 953	26 307	31 503
= Résultat d'exploitation	30 324	30 134	26 278	38 458	23 437	29 119	40 790
+ produits financiers	2 339	171	113	454	42	401	680
- charges financières	2 919	3 230	2 978	3 693	2 365	3 421	5 180
Résultat courant avant impôts (RCAI)	29 744	27 076	23 413	35 219	21 114	26 098	36 290

(1) UGB : Unité Gros Bétail ; 1 vache laitière = 1 UGB, 1 ovin = 0,15 UGB

(2) SFP : Surface Fourragère Principale en ha

(3) UTA : Unité de Travail Annuel ; 1 UTA équivaut au travail d'une personne à temps plein pendant un an

(4) Taux d'endettement : Total dettes/Total de l'Actif

- : Résultat non significatif ou sans objet

Vous trouverez des données complémentaires sur notre site :

<https://stats.agriculture.gouv.fr/disar>

Vous pouvez également contacter le SRISE Auvergne (voir coordonnées ci-dessous)



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Auvergne

Service Régional de l'Information Statistique et Economique

Site de Marmilhat - 16B rue Aimé Rudel - BP 45 - 63370 LEMPDES

Tél : 04 73 42 15 22 - Fax : 04 73 42 16 76

Courriel : srise.draaf-auvergne@agriculture.gouv.fr

www.draaf.auvergne.agriculture.gouv.fr

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction DRAAF : Benoit Jacquemin (adjoint)

Directeur de la publication : Seán Healy

Rédactrice en chef : Annick Jordan-Dupas

Composition : Sylvie Vasson

Impression : Atelier BJ - MAAF

Dépôt légal : à parution

ISSN : 0998.4186

Prix : 5 euros

© AGRESTE 2015